

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que j'ai répondu à cette question à une couple d'occasions ici aujourd'hui. La preuve du bilinguisme du Canada n'est plus à faire, c'est une réalité historique et vitale pour notre vie nationale. Cela n'a jamais été mis en doute par qui que ce soit et ne le sera jamais. Est-ce que tout le monde aux États-Unis, en tout temps, va reconnaître cela, va l'accepter et va le comprendre? Ce sera leur problème, leur dilemme, mais cela n'a aucun effet sur notre situation ou notre volonté nationale.

• (1440)

[Traduction]

LA NÉCESSITÉ POUR LE PREMIER MINISTRE D'ENVOYER UN MESSAGE CLAIR AUX ÉTATS-UNIS

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, une question supplémentaire. Le premier ministre fera-t-il clairement comprendre aux États-Unis que nous ne voulons pas que nos langues se fondent dans le creuset américain et que nos cultures soient mélangées à la leur?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je remercie la députée de son intérêt manifeste.

On n'aurait pas pu exposer plus clairement que nous l'avons fait l'opinion du gouvernement et du Parlement du Canada. Aucun doute ne subsiste sur les intentions du gouvernement et du Parlement du Canada en matière de bilinguisme et de droits linguistiques.

Je ne sais pas si la députée s'attend à ce que moi ou le gouvernement du Canada soyons toujours capables de faire comprendre certaines réalités à tous les membres du Congrès. Ces réalités existent et le mieux que je puisse faire, c'est de dire à la Chambre que nous sommes toujours vigilants comme le souhaite le Parlement, que nous défendons ces réalités sans relâche et que nous nous conduirons toujours d'une manière dont la députée peut être fière.

* * *

[Français]

LA PUBLICITÉ GOUVERNEMENTALE

ON DEMANDE SI UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SERA TENUE SUR LA FAÇON D'OCTROYER LES MARCHÉS

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je voudrais m'adresser au premier ministre et c'est au sujet des contrats de publicité gouvernementale dont font état plusieurs rapports aujourd'hui.

On rapporte que M. Jean Pélouin, à titre de coprésident du groupe de gestion de publicité du gouvernement, octroyait des contrats publicitaires à sa propre compagnie, Les productions

Indigo, des contrats totalisant 300 000 \$, en plus, bien sûr, de favoriser majoritairement une foule d'entreprises et d'agences publicitaires sympathiques au parti conservateur.

Ce que je veux demander au premier ministre c'est: Est-ce que cette fois, il va prendre la juste décision et demander qu'une enquête publique soit tenue sur la façon dont le gouvernement octroie les contrats de publicité?

L'hon. Monique Vézina (ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur le Président, je veux rassurer mon honorable collègue et lui dire que dès que des allégations ont été faites, comme ministre responsable des Approvisionnements et Services, j'ai demandé à mon ministère de faire une enquête.

ON DEMANDE SI UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SERA TENUE

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, la réponse de la ministre ne nous prend pas par surprise. A midi, nous savions qu'elle avait demandé une enquête interne.

Cependant, ce que nous voulons, ce n'est pas de la dissimulation, ce n'est pas «Jean Pélouin qui enquête sur Jean Pélouin», ce que nous voulons, c'est une enquête publique. Pas comme dans le cas Bissonnette. D'ailleurs, la population, à 61 p. 100, trouve que le gouvernement aurait dû demander une enquête publique.

Est-ce que le gouvernement va faire ce qui doit être fait? Pas balayer la poussière sous le tapis, mais une enquête publique.

L'hon. Monique Vézina (ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur le Président, le groupe de gestion de la publicité est un groupe qui fait un travail extraordinaire.

Nous avons établi un concours, nous sommes à démanteler un système de patronage, nous avons réduit les dépenses de publicité, nous avons rationalisé ce secteur d'activités de notre gouvernement, et nous avons surtout coupé ce programme de propagande que nous avons si bien connu durant les dix dernières années du régime précédent.

* * *

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M^{ME} CORETTA KING

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune de M^{me} Coretta King, veuve de Martin Luther King, fils.

Des voix: Bravo!